

Convention collective départementale

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

**IDCC : 146 | OUVRIERS
(Nièvre)**

Dénonciation par lettre du 13 février 2018

de la FFB Nièvre de la convention collective départementale
du 1^{er} septembre 1955 modifiée par son avenant du 1^{er} janvier 1967

NOR : ASET2150891M

IDCC : 146

Fédération du bâtiment et des travaux publics
de la Nièvre,
« Entrepreneurs et artisans »,
10, rue de Lourdes,
58000 Nevers

Nevers, le 13 février 2018.

Monsieur,

Dans le cadre de l'opération de restructuration des branches engagée en application de la loi du 5 mars 2014 et conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, nous vous notifions par le présent courrier la dénonciation, pour les seules entreprises du bâtiment, de :

■ La convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics du département de la Nièvre en date du 1^{er} septembre 1955 et modifiée par son avenant du 1^{er} janvier 1967.

Conformément aux dispositions de ladite convention, cette dénonciation prendra effet au avril 2019 (l'accord restant en vigueur jusqu'au 1^{er} avril de l'année suivant celle au cours de laquelle la dénonciation a été faite).

En conséquence, notre fédération donne mandat à la fédération française du bâtiment, 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16 pour procéder à la négociation des textes de substitution au texte ci-dessus dénoncé, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Les accords actuels de salaire, indemnités de petits déplacements et indemnités pour les maîtres d'apprentissage confirmés (MAC) restent en vigueur.

Une fois les deux nouvelles conventions collectives nationales conclues (jusqu'à 10 salariés et + 10 salariés) avec comme premier avenant les accords régionaux en vigueur, ceux-ci feront l'objet d'avenants successifs aux dites conventions collectives nationales, lors de chaque négociation régionale.

La présente dénonciation fera l'objet d'un dépôt, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, auprès de direction générale du travail et du conseil des prud'hommes.

Je vous prie de croire, Monsieur le délégué, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président.